

Alain bouvier, Marc Fort, Bruno Gélas, Philippe Meirieu et Jean-Pierre Obin<sup>1</sup>

## **OSER EDUQUER**

(Article paru dans Le Monde du 2 avril 1993)

Le débat sur l'Ecole apparaît souvent confus. Pourtant la clarté de ce débat est aujourd'hui essentielle car l'Ecole sera demain en première ligne - ce qui ne veut pas dire toute puissante - dans le combat pour la continuité d'une société fondée sur les valeurs vivantes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Face à ceux qui soutiennent que l'Ecole doit simplement instruire, ou encore privilégier la formation professionnelle, ou enfin qu'elle "n'éduquera plus", nous pensons au contraire que sa mission principale doit être demain - davantage encore qu'hier - d'éduquer, de "faire l'éducation" des enfants et des jeunes.

Dans toute société l'éducation constitue en effet le fondement même de la reconstitution permanente du lien social, dans le mouvement de succession des générations. Or les évolutions dont nous sommes en cette fin de siècle les témoins - et sur lesquelles nous n'avons pas toujours prise - menacent la nature de ce lien, c'est-à-dire l'idée même de nation, sur laquelle en France s'est constituée la république, puis s'est épanouie la démocratie. C'est en quoi l'éducation doit y demeurer nationale.

Expliquons-nous. Et pour cela il faut nous appuyer sur une conception de l'éducation forte et universelle. Disons pour simplifier que celle-ci poursuit deux finalités : socialiser les enfants et permettre à une société de se conserver. Socialiser, c'est conduire ceux qui entrent dans notre monde, par la naissance ou par l'immigration, à l'apprentissage progressif des règles et des manières de faire communes pour vivre ensemble. Mais l'éducation ne s'y borne pas, car on pourrait alors se satisfaire de l'éducation "sauvage" des enfants des mégalo-poles du tiers-monde, sans doute "socialisés" à leur manière, sans parler de ce qui peut advenir dans nos banlieues, si nous n'y prenons garde. Car si c'est par l'éducation que se fait l'entrée dans le monde, c'est aussi par l'éducation que se fait la continuité du monde, que peut se conserver, pour s'enrichir, le patrimoine accumulé par les générations passées, et que s'opère la transmission des valeurs qui fondent la vie en commun dans notre société. Dans notre tradition en effet, qui est celle des Lumières, c'est par l'éducation - et non par le sang de la race ou le sol de la mère-patrie - que se transmet l'identité nationale, et c'est dans un mouvement de la raison que l'on choisit d'adhérer aux valeurs qui la fondent. Ce qui n'empêche nullement que ces valeurs - qui ont donc leur part d'immanence - préexistent, se présentent à nous avec un certain degré d'objectivité et une évidence qui s'impose : une transcendance construite par l'histoire, en particulier par les combats et les sacrifices de ceux qui nous ont précédés pour qu'elles émergent et qu'elles vivent.

Ces valeurs, cette identité nationale fondée sur la liberté, sur l'égalité et sur la fraternité, nous y tenons comme à la prunelle de nos yeux. Quelque imparfaite que soit la société que nous leur léguons et l'actualisation toujours à faire de ces valeurs, nous ne voudrions pas que nos enfants vivent dans un monde où des solidarités de fortune, des liens de race, de religion ou de micro-culture, des luttes de clans, l'emportent sur la fraternité d'ensemble qui fonde l'unité

nationale, et dont la valeur universelle permet l'ouverture sur des solidarités plus larges au niveau européen et mondial.

Car ce que les évolutions économiques, culturelles et sociales actuelles menacent peut-être encore davantage que l'idée de liberté qui fonde la démocratie, ou celle d'égalité, qui est à la base de la république, c'est bien la valeur de fraternité, qu'on a parfois tendance à oublier. C'est pourtant sur celle-ci que s'appuie la constitution de la nation, symbolisée dans notre histoire par la fête de la fédération du 14 Juillet 1790 - devenue la fête "nationale" -, qui a précédé l'avènement de la république et le développement de la démocratie. Aujourd'hui le chômage et son cortège d'exclusions, l'affaiblissement de la vigueur socialisatrice des structures religieuses, syndicales, associatives ou familiales placent de plus en plus souvent l'Ecole en première ligne dans la bataille toujours recommencée pour la cohésion sociale, c'est-à-dire pour la solidarité, qui est la forme moderne de la fraternité. Dans certains quartiers défavorisés - nous le constatons - l'Ecole fait déjà face - seule ou presque, au-delà parfois de ses missions - aux forces centrifuges qui tendent à la fragmentation sociale et qui mènent à des identités régressives de clans, de sectes, de tribus ou de bandes délinquantes.

Dans cette situation, certains, par intérêt, par myopie ou par dogmatisme, veulent faire régresser l'Ecole de l'éducation nationale vers une Ecole de l'instruction publique ou une Ecole de la formation professionnelle.

Écoutons les premiers, réunis parfois de manière un peu disparate derrière la bannière mythologique de Condorcet. Pour eux l'école ne saurait faire qu'une seule chose : instruire. Et rien de ce qui s'y fait ne saurait échapper au règne de la raison ni tendre à autre chose que de former à l'exercice raisonné de la liberté. On ne saurait bien entendu s'opposer sur le fond à un tel projet, mais en pratique, de quelle ignorance des réalités sociales est-il révélateur ! Les enseignants, notamment dans les banlieues, savent bien que les valeurs, les règles, les interdits, les devoirs - en un mot la morale - ne sont pas entièrement affaire de raison. Comment expliquer raisonnablement à des enfants les interdits fondamentaux du meurtre, de l'inceste ou du vol ? Ces tentations positivistes reviennent à occulter la part irréductible de transcendance que recèlent toute règle et toute valeur. Elles conduisent à de multiples dérives qui vont de la sphère familiale (ces enfants de plus en plus nombreux à qui on refuse d'opposer quelque interdit que ce soit et qui arrivent à l'école comme de petits seigneurs), à la sphère sociale (voler les riches, les super-marchés ou l'Etat, ce ne serait pas voler) et à la sphère politique ("l'impôt", voire la "justice" "révolutionnaires" justifiés par des pseudo-morales immanentes).

Regardons les seconds, qui veulent que l'Ecole se préoccupe d'abord de former à des techniques et d'adapter à des emplois. Ces adeptes de l'utilitarisme, d'ailleurs bien souvent incapables de préciser les techniques et les emplois en question, souhaiteraient transformer l'Ecole en un vaste Prytanée entrepreneurial où l'on formerait les petits et les grands soldats de la guerre mondiale économique de demain. Mais quelle société préparerait-on à vouloir ainsi remplacer sur les frontons de nos écoles la trilogie républicaine par les valeurs de l'entreprise : efficacité, productivité, rentabilité ? Si nous ne voulons pas de cette Ecole c'est que nous ne voulons pas de cette société ! Pour autant on ne peut évacuer de l'Ecole la formation professionnelle, qui doit en demeurer une des finalités, à côté de l'instruction et de l'éducation. Car comme l'instruction participe de manière évidente à l'éducation, la formation, l'apprentissage d'un métier, la préparation à une insertion professionnelle sont souvent des aspects essentiels d'une insertion sociale réussie. On ne soulignera jamais assez à ce propos l'importance de la fonction "réparatrice" de l'enseignement professionnel, au bénéfice en définitive de la cohésion sociale.

L'Ecole doit donc oser éduquer, c'est à dire de manière plus précise oser tout à la fois instruire et oser éveiller à la conscience morale, oser imposer les règles de la vie commune et oser former. Ceux qui prétendent que l'Ecole ne doit pas ou plus éduquer, qui veulent fonder l'Ecole de demain sur la seule raison par l'instruction, ou sur la seule utilité par la formation, sont des naïfs ou des apprentis-sorciers qui n'imaginent pas la société qu'ils préparent ainsi à leurs propres enfants. N'arrive-t-il pas de rencontrer des hommes instruits, ou des ingénieurs efficaces, qui cultivent cependant la suffisance, le cynisme, le mépris - voire la haine - de l'autre ? En quoi une bonne instruction, ou une excellente formation, peut-elle remplacer une solide éducation ? Les savoirs et les savoir-faire ne peuvent suffire à construire la cohésion sociale. Le sens moral, l'adhésion à des valeurs partagées et les qualités de coeur sont tout autant nécessaires que la raison pour refonder sans cesse, génération après génération, une société solidaire et fraternelle. Ce n'est pas au moment où semble progresser l'illusion d'une possible et légitime satisfaction immédiate des désirs, que l'Ecole doit renoncer à apprendre la nécessité de la différer, et en particulier de surseoir à la violence, afin de fonder les rapports humains sur le respect mutuel et le désir de compréhension réciproque. Ce n'est surtout pas au moment où l'exclusion progresse sur fond de crise économique, où l'intégration culturelle des vagues successives de l'immigration semble s'essouffler, où les structures de socialisation paraissent se déliter, que l'Ecole doit renoncer à éduquer.

Pour cela elle doit s'appuyer sur des enseignants qui revendiquent pleinement leur qualité de maîtres, c'est-à-dire d'éducateurs. L'Education nationale dispose maintenant d'un instrument commun de formation de tous ses enseignants, les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Dans cette mission essentielle, ces nouveaux centres de formation ne souffrent pas selon nous d'un excès d'unité comme on a pu parfois l'entendre dire, mais bien d'une insuffisance d'unité. Sans doute l'idée d'une professionnalisation n'a-t-elle pas été pensée sur des bases suffisamment solides : ce qui doit en effet fonder l'unité de la profession, ce qui peut faire sa force, ce qui peut entraîner une nouvelle légitimité sociale - ce n'est bien entendu pas le corps unique ni la seule revalorisation financière, ni la négation des spécificités de niveau ou des identités disciplinaires - c'est d'affirmer que les maîtres - de la maternelle à la terminale - sont des éducateurs, ou plutôt qu'ils doivent le devenir, et qu'ils y sont préparés !

Hier le débat principal sur l'Ecole a pu opposer les partisans d'un système laïque unifié à ceux du développement d'un enseignement privé catholique subventionné par l'Etat, ou bien les tenants des filières ségréguatives à ceux de l'Ecole unique, ou encore les partisans de l'élitisme à ceux de la démocratisation, ou enfin les "pédagogues", pour qui les élèves ne sont pas seulement des "enfants de droit" mais aussi des "enfants de fait" aussi divers qu'il se peut, à ceux qui ne voulaient connaître que les fins de l'Ecole ou les contenus enseignés. Ces débats nous semblent aujourd'hui largement dépassés, parce que les acquis de la scolarisation les rendent caducs. Pourrait-on vraiment revenir sur ces acquis, ranimer une guerre de religion, reconstituer des filières, abaisser les taux de poursuite d'études, promouvoir des établissements "homogènes", ou enterrer le souci de différenciation pédagogique ? Sincèrement nous ne le pensons pas.

D'autant plus que des dangers nouveaux qui touchent à la nature même de notre société se profilent à l'horizon du siècle. L'Ecole, face à ces dangers - répétons-nous - n'est pas toute puissante, y compris en matière de socialisation et d'éducation : on pourrait, par exemple, rappeler avec raison le rôle des structures économiques dans la construction d'une cohésion sociale reposant sur son acceptation par le plus grand nombre. Mais qu'opposer aujourd'hui à une logique économique qui pousse à la mondialisation, à l'abaissement des protections et à l'exclusion de l'emploi de catégories de plus en plus nombreuses ? Si le levier économique montre ses limites, doit-on pour autant baisser les bras devant l'évolution amorcée vers une société fondée sur le morcellement identitaire, sur les frustrations des uns et le repli sécuritaire des autres ? De quel autre moyen que l'Ecole disposons-

nous pour donner à tous les jeunes les outils intellectuels pour comprendre un univers de plus en plus complexe ? De quel autre moyen que l'Ecole disposons-nous pour former tous les jeunes à une fraternité active, sur laquelle, dans la tradition française, repose l'idée de nation, et l'existence d'une communauté vivante fondée sur l'adhésion à des règles et des valeurs partagées ?

---

<sup>i</sup> Alain Bouvier est professeur d'université de mathématiques, directeur d'un IUFM

Marc Fort est maître de conférences de mathématiques, directeur d'une mission académique à la formation des personnels

Bruno Gélas est professeur d'université de lettres

Philippe Meirieu est professeur d'université de sciences de l'éducation, membre du Conseil national des programmes

Jean-Pierre Obin est inspecteur général de l'éducation nationale